

Emmanuel Droit

Les Allemands ont oublié que la dénazification fut une entreprise incomplète et aux effets ambigus

Alors que les sondages anticipent un score de 22 % pour le parti AfD aux élections européennes, les manifestations contre le projet de « remigration » ne doivent pas faire oublier que l'Allemagne a un problème avec l'extrême droite, estime l'historien

Alors qu'on commémorera en 2025 le 80e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, l'Allemagne voit se fissurer de manière accélérée les fondements du modèle qui lui avait permis de renaître de ses cendres après 1945 et de tourner le dos à l'hybris du nationalisme et de l'impérialisme génocidaire. Le « modèle allemand », terme apparu dans les années 1970, désigne de manière globale un système politique, économique, social et géopolitique reposant sur l'efficacité, le consensus et la stabilité. Il constitua même pendant des années la boussole stratégique des élites politiques et économiques françaises soucieuses de moderniser le pays et complexées par cette réussite.

Or les murs de la « maison allemande » commencent sérieusement à se lézarder sous l'effet de bouleversements cumulatifs – la guerre en Ukraine et son impact énergétique, la transition écologique et la montée de l'extrême droite, qui accélèrent la remise en question de ce « modèle allemand ». Le « *changement d'époque* » (« *Zeitenwende* »), annoncé le 27 février 2022 par le chancelier social-démocrate, Olaf Scholz, constitue pour l'Allemagne un moment de doutes et de peur face à un monde devenu de moins en moins prévisible. Il appelle de sa part un « *retour dans l'histoire* », c'est-à-dire une capacité à changer de logiciel politico-militaire et économique pour exercer des responsabilités géopolitiques majeures en Europe.

Ce « choc de responsabilité » fait peur, compte tenu des catastrophes allemandes du XXe siècle : deux guerres mondiales, deux génocides commis en Afrique et en Europe, une division artificielle en deux Etats qui dura quarante ans.

Les années Merkel, entre 2005 et 2021, furent tout à la fois l'apogée et le début de la fin du « Modell Deutschland ». En 2013, le juriste allemand Christoph Schönberger clamait que l'Allemagne était devenue en Europe une « *puissance hégémonique contre sa volonté* ». La République de Berlin était en même temps une démocratie parlementaire stable préservée de la montée des extrêmes, une économie efficace et ouverte à la mondialisation, une société au sein de laquelle se tissaient des relations consensuelles et de confiance entre les différents groupes sociaux.

Par ailleurs, elle était un modèle d'exemplarité dans son rapport au passé douloureux, avec la valorisation d'une « mémoire négative » dans l'espace public et les politiques éducatives. Celle-ci reposait sur une confrontation critique avec la responsabilité des crimes du national-socialisme et les souffrances infligées pendant la seconde guerre mondiale. Championne du monde de la démocratie, championne du monde des exportations, championne du monde de la commémoration, l'Allemagne a vécu sous Angela Merkel l'illusion d'être à l'abri de l'« âge

de la colère » , comme le nomme l'essayiste indien Pankaj Mishra, dans *L'Age de la colère. Une histoire du présent* (Zulma, 2019).

Cette stabilité est aujourd'hui remise en question, non seulement par l'agression russe en Ukraine, qui a marqué l'échec de la politique d'interdépendance énergétique avec Vladimir Poutine, mais aussi et surtout par l'irrésistible montée du parti d'extrême droite AfD, dont les sondages les plus récents prédisent 22 % des suffrages aux élections européennes de juin, soit un doublement du nombre de voix par rapport à 2019.

Devoir de réinvention

Les récentes polémiques autour du projet de « remigration » ont certes conduit des centaines de milliers d'Allemands à descendre dans les rues de dizaines de villes. Elles ne peuvent cependant pas faire oublier que l'Allemagne a bien un problème avec l'extrême droite, avec sa version parlementaire tant que radicale. Elle a longtemps cru que la transmission de la « mémoire négative » du nazisme combinée à une éducation à la démocratie allait immuniser la société allemande contre tout retour de l'extrémisme, du racisme, de la frustration et de la colère.

A force de rappeler qu'il n'y avait pas d'identité politique allemande sans Auschwitz, les Allemands en sont venus à oublier que la dénazification fut une entreprise incomplète et aux effets ambigus. Ce moment épuratoire a été le point de départ d'une confrontation de millions d'Allemands avec leur propre histoire personnelle du national-socialisme. Ce travail de mémoire individuel imposé par les Alliés a bien eu lieu, mais il a produit sur le temps long deux types de rapport au passé nazi. D'une part, d'abord lentement à partir des années 1960 puis de manière accélérée à partir des années 1980, il a ouvert la voie à une culture mémorielle hégémonique fondée sur l'antinazisme.

D'autre part, la dénazification a été une expérience du « mi-dire », pour reprendre l'expression du psychiatre Jacques Lacan. Des millions d'Allemands ont ainsi participé à une épuration imposée, qui, par ses modalités de sortie sous la forme d'amnisties et de réintégrations professionnelles, a produit beaucoup de non-dits, de demi-vérités et de mensonges. La dénazification est à l'origine de milliers de secrets de familles que ni la révolution culturelle de 1968 à l'Ouest, ni la révolution pacifique de 1989 à l'Est n'ont permis globalement de traiter. Les rites politico-sociaux de l'antinazisme en République fédérale d'Allemagne ou de l'antifascisme en République démocratique allemande (RDA) ont même anesthésié le processus de travail culturel, et donc de responsabilité individuelle. Une culture d'extrême droite existait avant 1989 et a continué de se déployer après la réunification dans des espaces urbains ou ruraux en crise qui ne se trouvent pas tous dans l'ex-RDA.

L'Allemagne doit désormais se réinventer, sortir des discours ritualisés pour proposer de nouvelles solutions adaptées à une société en voie de polarisation. La prise de conscience citoyenne exprimée en janvier attend désormais des réponses politiques à la hauteur de la menace.

Note(s) :

Emmanuel Droit est professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po Strasbourg et directeur adjoint du Laboratoire interdisciplinaire en études culturelles de l'université de Strasbourg

